

ENQUÊTE SUR LES FACTEURS ET LES ANTICIPATIONS DE L'INFLATION

**Rapport
Décembre 2025**

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



Table des matières

Liste des graphiques.....	3
Préambule.....	4
I. RÉSULTATS DE L'ÉQUÊTE.....	5
1.1. Enquête auprès des institutions financières	5
1.1.1. Perception de l'inflation passée	5
1.1.2. Anticipation de l'inflation	6
1.1.3. Evolution attendue du taux de change et facteurs sous-jacents	8
1.1.4. Anticipations du taux directeur et facteurs sous-jacents.....	10
1.1.5. Anticipations du coefficient des réserves obligatoires et facteurs sous-jacents.....	12
1.2 Enquête auprès des entreprises	14
1.1.6. Perception de l'inflation passée	14
1.1.7. Anticipation de inflation	14
1.2. Enquête auprès des ménages	17
1.2.1. Analyse des perceptions de l'inflation passée des ménages	17
1.2.2. Anticipation de l'inflation	18
1.2.3. Indicateurs d'anticipation de l'inflation.....	21
1.3. Anticipation des conditions monétaires et évolution du taux directeur et du coefficient des réserves obligatoires	22
2. MÉTHODODES DE L'ÉQUÊTE	24
2.1.1 Mesure basée sur des enquêtes	24
2.1.2 Indice d'évaluation des perceptions et des anticipations d'inflation	24
2.2. Méthodologie de l'enquête auprès des institutions financières.....	26
1.2.1 Conception du questionnaire	26
1.2.2 Echantillonnage.....	26
1.3 Méthodologie de l'enquête auprès des entreprises	27
1.3.1 Conception du questionnaire	27
1.3.2 Echantillonnage.....	27
1.4 Enquête auprès des ménages	27
1.4.1 Conception du questionnaire	27
1.4.2 Cadre d'échantillonnage et taille de l'échantillon	28
Annexe.....	29

Liste des graphiques

Graphique 1 : Perception de l'inflation des douze derniers mois (en % des institutions financières enquêtées).....	6
Graphique 2 : Anticipation de l'inflation par les institutions financières (en % des institutions enquêtées).....	6
Graphique 3 : Déterminants des Anticipations de l'inflation par les institutions financières (en %	8
Graphique 4 : Anticipation de l'évolution du taux de change (en % des institutions financières)	9
Graphique 5 : Déterminants des évolutions futures du franc guinéen (en % des institutions financières)	10
Graphique 6 : Anticipations du taux directeur (en % des institutions financières).....	11
Graphique 7 : Déterminants des évolutions futures du taux directeur (en % des institutions financières)	11
Graphique 8 : Anticipations du coefficient des réserves obligatoires (en % des institutions financières).....	13
Graphique 9 : Déterminants des évolutions futures du coefficient (en % des institutions financières)	13
Graphique 10 : Perception de l'inflation passée (en % des entreprises enquêtées)	14
Graphique 11 : Principaux facteurs explicatifs cités par les entreprises.....	15
Graphique 12 :: Principaux facteurs explicatifs cités par les.....	15
Graphique 13 :: Principaux facteurs explicatifs cités par les entreprises.....	16
Graphique 14 : Anticipation de l'inflation (en % des entreprises enquêtées)	16
Graphique 15 : Déterminants des anticipations de l'inflation (en % des entreprises enquêtées) faire le graphique en ligne pleine	17
Graphique 16 : Perception de l'inflation des douze derniers mois (% d'adultes).....	17
Graphique 17 : Niveau d'importance des déterminants de l'inflation passée (% d'adultes)	18
Graphique 18 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés)	19
Graphique 19 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés)	20
Graphique 20 : Anticipation de l'inflation (% d'adultes).....	21

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taux d'inflation anticipés par les entreprises et les institutions financières	5
Tableau 2 : Indicateurs d'anticipations des ménages	21
Tableau 3 : Anticipation du taux directeur.....	22
Tableau 4 : Anticipation du coefficient des réserves obligatoires	23
Tableau 5 : Répartition des individus à enquêter	26
Tableau 6 : Répartition des individus à enquêter	27
Tableau 7 : Répartition des individus à enquêter	28

Préambule

Les anticipations jouent un rôle essentiel dans la prise de décision économique. Elles décrivent non seulement la situation économique passée et actuelle, mais également influencent la décision économique des agents économiques. Dans toute économie, par exemple, les ménages forment leurs anticipations d'inflation qui influencent l'évolution future de l'inflation dans l'économie. Un large éventail de décisions intertemporelles des ménages (par exemple, l'achat de biens périssables et durables, le prix du logement, les coûts de crédit, l'investissement et la négociation salariale) peut être affecté par les anticipations et l'incertitude relatives à l'inflation future. Parfois, les résultats de l'inflation peuvent également dépendre de la manière dont les agents anticipent l'inflation probable à l'avenir.

Dans leur mission, la plupart des Banques Centrales se concentrent sur la stabilité des prix comme objectif primaire. Cet objectif est mesuré par le niveau de l'inflation actuelle faible et stable. Ce niveau d'inflation actuelle est déterminé à la fois par l'inflation passée et par l'évolution future de l'inflation à laquelle les agents économiques s'attendent. L'inflation passée sert à mesurer la persistance de l'inflation, alors que les anticipations d'inflation servent à mesurer les attentes qu'ont les agents économiques de l'évolution future des prix.

Ainsi, l'évaluation de l'évolution future de l'inflation est l'une des tâches importantes dans les activités des banques centrales, et cela quel que soit le régime de politique monétaire en vigueur. Les informations sur les anticipations d'inflation constituent un élément fondamental aidant les Banques Centrales à déterminer l'orientation de leur politique monétaire¹. Les attentes des consommateurs sont également guidées par les mouvements de prix de leur propre panier de consommation. Il est donc nécessaire de disposer d'une variété de réponses à des enquêtes menées auprès de différents agents économiques pour obtenir une estimation fiable des anticipations d'inflation.

Les bonnes estimations des attentes en matière d'inflation et la compréhension par le public de ce qui les influencent sont des indicateurs importants pour une évaluation normale de la politique monétaire.

Au regard de l'importance des anticipations d'inflation pour la prise de décision de la Politique Monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a intégré dans son dispositif de suivi de la conjoncture une enquête sur les facteurs et les anticipations de l'inflation en Guinée. Cette enquête est réalisée trimestriellement.

Elle fournit des informations importantes sur l'inflation anticipée, qui servira à l'avenir, entre autres, comme indicateur de prise de décisions de politique monétaire, de variable pour la modélisation macroéconomique, d'analyse et d'aide à la prise de décisions commerciales.

¹ Ces informations deviennent encore plus cruciales pour les banques centrales dont le cadre de politique monétaire est le ciblage de l'inflation.

I. RÉSULTATS DE L'ÉQUÊTE

L'analyse des résultats de l'enquête sur les facteurs et les anticipations de l'inflation met en évidence des différences de perception notables entre les institutions financières et les entreprises, ainsi qu'une augmentation graduelle de l'inflation anticipée à mesure que l'horizon s'allonge. Toutefois, les anticipations d'inflation demeurent globalement maîtrisées.

Les entreprises et les institutions financières anticipent un taux d'inflation à 3,6 % à 3 mois, puis à 3,9 % à 6 mois, avant d'atteindre 4,1 % à un an. Cette progression graduelle traduit une perception d'un maintien de la stabilité des prix à court terme, mais aussi l'anticipation de pressions inflationnistes modérées à moyen terme. Les institutions financières restent les plus prudentes, avec des anticipations relativement stables entre 3,6 % et 3,8 %, tandis que les entreprises anticipent des niveaux plus élevés, particulièrement à l'horizon d'un an (4,5%).

Tableau 1 : Taux d'inflation anticipés par les entreprises et les institutions financières

		Anticipation de l'inflation		
		3 mois	6 mois	1 an
Institutions financières	Moyenne	3,8	3,6	3,7
	Médiane	3,8	3,7	3,5
	Max	6,0	6,0	6,0
	Min	2,2	1,0	2,2
Entreprises	Moyenne	3,3	4,2	4,5
	Médiane	3,7	3,9	4,0
	Max	5,0	10,0	10,0
	Min	1,1	2,0	2,0
Taux moyen anticipé		3,6	3,9	4,1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1. Enquête auprès des institutions financières

1.1.1. Perception de l'inflation passée

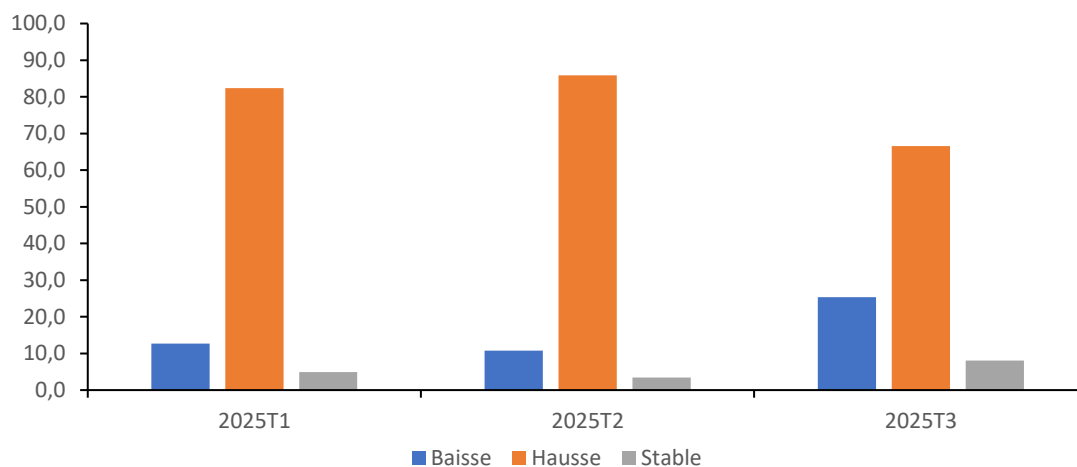
Les résultats de l'enquête montrent que seize institutions financières sur vingt-quatre, soit 66,7 %, estiment que le niveau d'inflation observé au cours des douze derniers mois est approprié. Parmi elles, dix banques sur quinze jugent que le niveau d'inflation est approprié, tandis que trois considèrent qu'il demeure élevé.

Les institutions financières estiment que ce niveau d'inflation résulte principalement de facteurs internes, notamment la stabilité du taux de change (58,3 %) et la hausse modérée de la fiscalité (54,2 %). Au niveau externe, elles citent le recul du coût du fret (58,3 %), la baisse des prix mondiaux des matières premières importées (54,2 %) et des prix internationaux des produits énergétiques (54,2 %).

Par ailleurs, la proportion d'institutions financières percevant une inflation élevée a diminué, passant de 18,2% au second trimestre 2025 à 16,7% au troisième trimestre 2025, soit une

baisse de 1,5 point de pourcentage. De façon similaire, celle jugeant le niveau d'inflation faible a diminué, s'établissant à 8,3 % contre 9,1 % au deuxième trimestre 2025.

Graphique 1 : Perception de l'inflation des douze derniers mois (en % des institutions financières enquêtées)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1.2. Anticipation de l'inflation

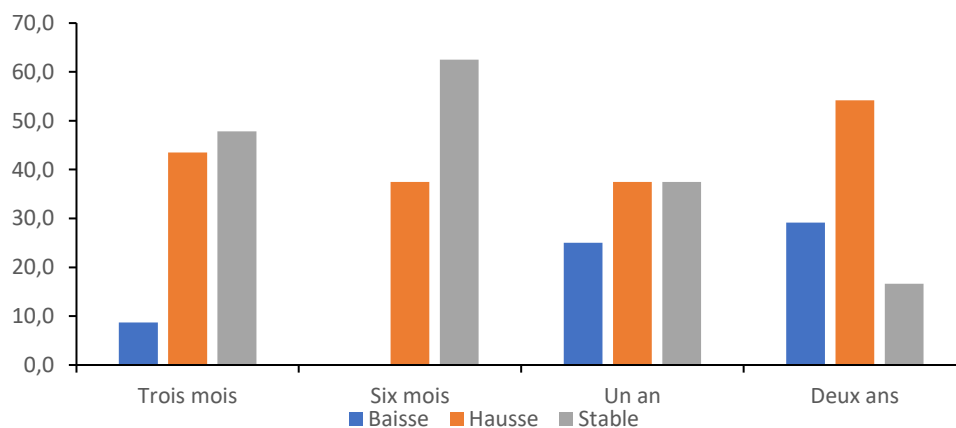
Dans l'ensemble, les institutions financières anticipent une stabilité de l'inflation à court et moyen termes. En revanche, elles s'attendent à une hausse de l'inflation à long terme.

- **À un horizon de trois mois**, onze institutions financières sur vingt-trois (47,8 %), dont six banques ayant répondu au questionnaire, anticipent une stabilité de l'inflation.

Les principaux facteurs identifiés par les répondants sont :

- la relative stabilité du taux de change (72,7 %) ;
- la bonne orientation de la politique monétaire (63,6 %) ;
- l'évolution modérée de la fiscalité (63,6 %) ;
- la décélération des prix mondiaux des produits énergétiques (72,7 %) ;
- la décélération des prix des matières premières importées (63,6 %) ; et
- le recul de l'inflation dans les pays partenaires (54,6 %).

Graphique 2 : Anticipation de l'inflation par les institutions financières (en % des institutions enquêtées)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- **À un horizon de six mois**, quinze institutions financières (62,5 %) anticipent une stabilité du taux d'inflation, tandis que neuf (37,5 %) prévoient une hausse. S'agissant plus particulièrement des banques, dix d'entre elles anticipent une stabilité de l'inflation contre cinq qui anticipent une augmentation du taux d'inflation.

Cette anticipation d'un maintien de la stabilité des prix s'appuie sur :

- le renforcement de la valeur du franc guinéen (86,7 %) ;
 - la bonne conduite de la politique monétaire (73,3 %) ;
 - la baisse des prix des produits énergétiques (93,3 %) ; et
 - la baisse des prix mondiaux des matières premières importées (86,7 %).
- **A l'échelle d'un an**, neuf institutions sur vingt-quatre (37,5%) s'attendent à une stabilité des prix et le même nombre d'institutions anticipent une hausse (37,5%).

Par ordre d'importance, elles fondent leur anticipation sur :

- Au niveau interne :
 - des conditions climatiques favorables (100,0 %) ;
 - une bonne orientation de la politique monétaire (88,9 %) ;
 - une fiscalité appréciable (88,9 %) ;
 - la bonne maîtrise du taux de change (77,8 %).
- Au niveau externe :
 - la baisse attendue des prix mondiaux des produits énergétiques (77,8 %) ;
 - la baisse attendue des prix mondiaux des matières premières non énergétiques importées (66,7 %).

Toutefois, les anticipations des banques se révèlent plus prudentes. En effet, quatre sur quinze prévoient une baisse de l'inflation à cet horizon.

- **À un horizon de deux ans**, treize institutions sur vingt-quatre (54,2 %), dont neuf banques, prévoient une hausse du taux d'inflation.

Les facteurs explicatifs internes considérés sont :

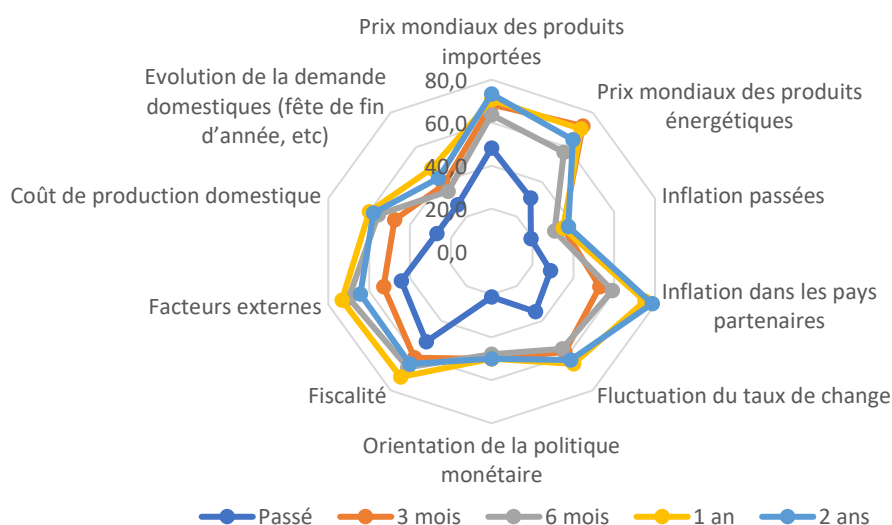
- les conditions climatiques défavorables (100,0 %) ;
- la hausse des coûts de fret (90%) ;
- l'augmentation de la fiscalité (90,0 %) ; et
- la hausse du taux de change (90%).

Au niveau externe, les institutions financières citent :

- l'augmentation des prix mondiaux des matières premières non énergétiques (100,0 %) ; et
- l'augmentation des prix mondiaux des produits énergétiques (90,0%).

En revanche, 29,2% des institutions financières, dont cinq banques, prévoient une baisse des prix, tandis que 16,7 % s'attendent à une stabilité des prix.

Graphique 3 : Déterminants des Anticipations de l'inflation par les institutions financières (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1.3. Evolution attendue du taux de change et facteurs sous-jacents

Les résultats de l'enquête indiquent que les institutions financières anticipent une relative stabilité du taux de change aux horizons de trois et de six mois. A l'horizon d'un an, elles prévoient une dépréciation du franc guinéen.

- **À trois mois**, treize institutions sur vingt-quatre (54,2%), dont sept banques, anticipent une stabilité du taux de change. En revanche, sept (29,2%), dont cinq banques, prévoient une hausse du taux de change.

Les principaux facteurs expliquant cette anticipation de stabilité sont, par ordre d'importance :

- l'amélioration du niveau de rapatriements de devises (84,6%) ;
- le taux d'inflation (76,9 %) ;
- la stabilité sociopolitique (76,9 %) ;
- l'amélioration de la position de change des banques (76,92%) ; et
- le maintien du taux directeur à un niveau approprié (69,2%).

À l'inverse, quatre institutions sur vingt-quatre, dont trois banques, envisagent une baisse de la monnaie nationale sur cette période.

- **À six mois**, quatorze institutions financières sur vingt-quatre (58,3%) s'attendent à une stabilité du taux de change, tandis que neuf (37,50%) envisagent une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises. De façon spécifique, dix banques ayant répondu à l'enquête estiment que le taux de change restera stable, tandis que cinq prévoient une hausse du taux de change à cet horizon.

Elles justifient cette stabilité attendue du taux de change par :

- le niveau soutenu de rapatriement des recettes d'exportations (85,7%) ;
- la position des changes des banques (78,6%) ;

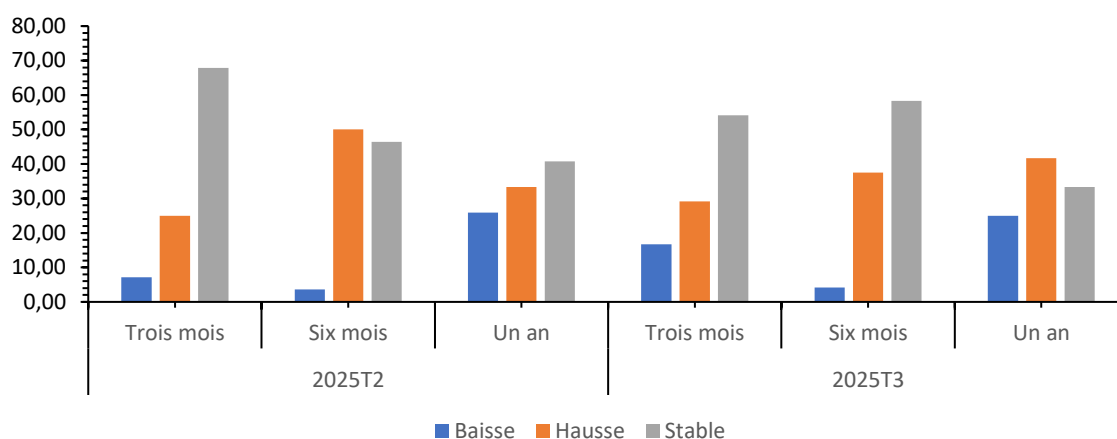
- la maîtrise de l'inflation (71,4 %) ; et
 - la stabilité sociopolitique (71,43%).
- **À un horizon d'un an**, dix institutions sur vingt-quatre (41,7 %), dont cinq banques, estiment que le taux de change augmentera, contre huit institutions (33,3 %), dont six banques, qui prévoient sa stabilité.

Elles considèrent que la hausse du taux de change serait liée :

- à la baisse des échanges commerciaux (100,0 %) ;
- au faible niveau de rapatriement des devises issues des exportations (100,0 %) ;
- à la dégradation attendue de la position des changes des banques (80,0 %) ; et
- l'instabilité (80,0 %).

En revanche, six institutions sur vingt-quatre, dont quatre banques, anticipent une baisse du taux de change sur cet horizon.

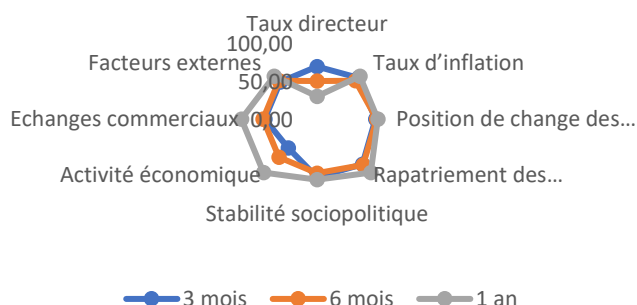
Graphique 4 : Anticipation de l'évolution du taux de change (en % des institutions financières)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Dans l'ensemble, les institutions financières anticipent une relative stabilité du taux de change. Toutefois, ces anticipations demeurent étroitement tributaires de l'évolution des facteurs macroéconomiques internes et externes. À cet égard, la trajectoire future du taux de change dépendra, notamment de la stabilité socioéconomique du pays, du dynamisme de l'activité économique nationale, du niveau de rapatriement des recettes en devises, ainsi que de l'évolution des taux de change des principales monnaies utilisées dans les transactions internationales du pays.

Graphique 5 : Déterminants des évolutions futures du franc guinéen (en % des institutions financières)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1.4. Anticipations du taux directeur et facteurs sous-jacents

Dans l'ensemble, les institutions financières anticipent le maintien inchangé du taux directeur à court et moyen terme.

- **À un horizon de trois mois**, dix-neuf institutions financières sur vingt-quatre (79,2%), dont treize banques, anticipent le maintien du taux directeur par la Banque Centrale, contre trois des institutions (12,5%) qui prévoient une hausse.

Elles citent comme facteurs explicatifs du maintien inchangé du TD :

- le besoin de financement de l'Etat (79,0 %) ;
- le bon dynamisme de l'activité économique (79,0 %) ;
- le niveau de liquidité des banques (78,95 %) ; et
- un niveau d'inflation jugé approprié (73,68 %).

Toutefois, deux institutions financières (8,3 %), dont une banque projette une baisse du taux directeur sur cette période.

- **À un horizon de six mois**, elles sont dix-huit institutions sur vingt-quatre (75,0 %), dont onze banques qui prévoient le maintien du taux directeur inchangé. Cette anticipation repose sur :

- la dynamique favorable de l'activité économique nationale (84,2%) ;
- la maîtrise du besoin de financement de l'Etat (84,2%) ;
- le niveau d'inflation relativement faible (73,7%) ; et
- le niveau de liquidité jugé suffisant au sein des banques (79,0%).

Cependant, cinq institutions (20,8% de répondants), dont quatre banques, prévoient une baisse du taux directeur. Seule une institution prévoit une hausse du taux directeur sur cette période.

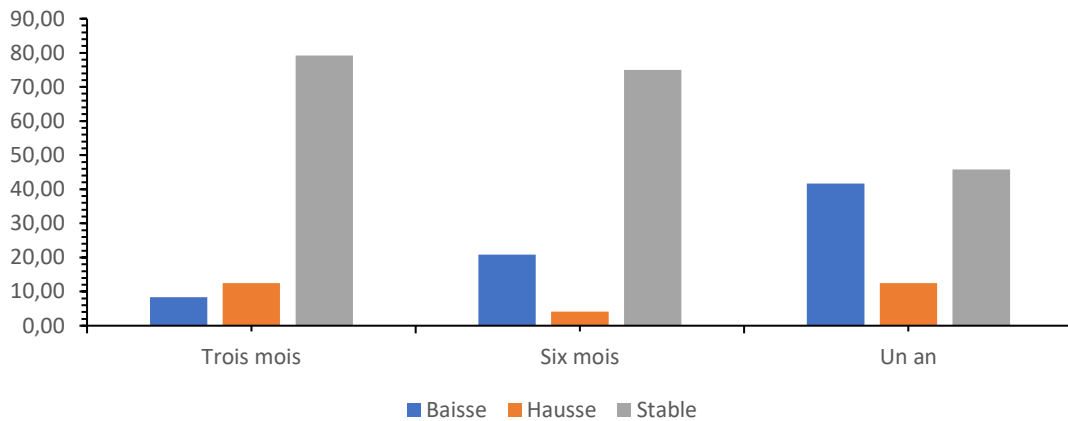
- **À un horizon d'un an**, onze institutions sur vingt-quatre (45,8%), dont sept banques envisagent le maintien inchangé du taux directeur. Elles indiquent comme facteurs explicatifs :

- la dynamique favorable de l'activité économique nationale (90,9%),
- la maîtrise du besoin du financement de l'Etat (90,9%) ;
- le niveau de liquidité des banques (100,0%) ; et

- un niveau d'inflation jugé suffisant (100,0%).

Toutefois, sept banques projettent une baisse du taux directeur sur cette période. Seules trois institutions financières, dont une banque, anticipent une hausse.

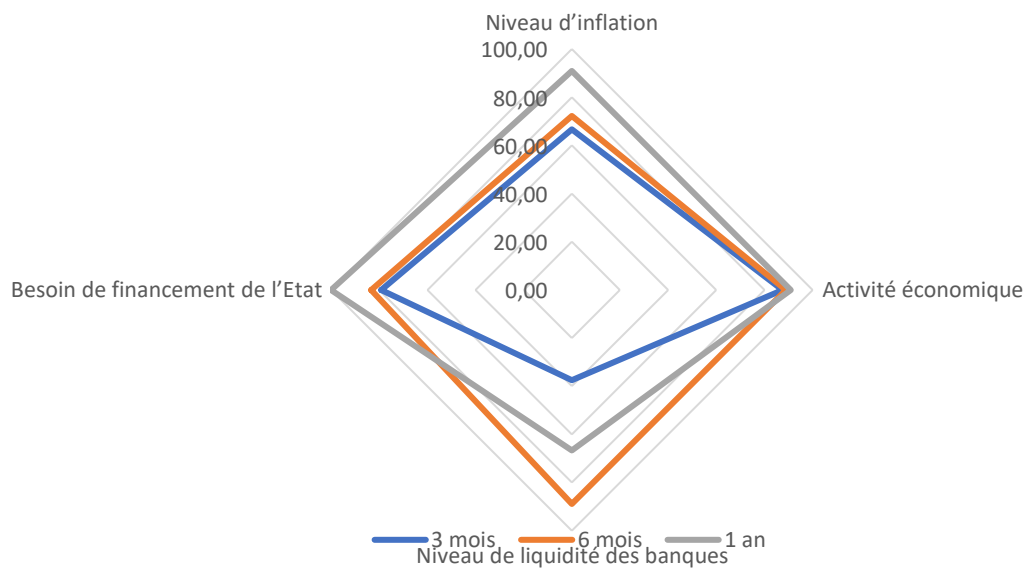
Graphique 6 : Anticipations du taux directeur (en % des institutions financières)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

De manière générale, les institutions financières fondent leurs anticipations sur le maintien inchangé du taux directeur, sur trois principaux déterminants : la dynamique de l'activité économique, le niveau du besoin de financement de l'Etat et la situation de liquidité dans le secteur bancaire.

Graphique 7 : Déterminants des évolutions futures du taux directeur (en % des institutions financières)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1.5. Anticipations du coefficient des réserves obligatoires et facteurs sous-jacents

Les institutions financières anticipent le maintien du coefficient des réserves obligatoires par la Banque Centrale aux horizons de trois et six mois, mais envisagent sa baisse à l'horizon d'un an.

- **À un horizon de trois mois**, vingt-une institutions sur vingt-quatre (87,5 %) anticipent le maintien inchangé du coefficient des réserves obligatoires par les autorités de la Banque Centrale. De façon spécifique, quinze banques soutiennent cette position. Par ordre d'importance, elles citent :
 - le maintien à un niveau suffisant de la liquidité des banques (90,5 %) ;
 - la maîtrise des besoins de financement de l'Etat (85,71 %) ;
 - la bonne orientation de l'activité économique (85,7 %) ; et
 - le niveau bas du taux d'inflation (71,4 %).

En revanche, deux institutions (8,3 %), qui ne sont pas des banques, envisagent une baisse du coefficient des réserves obligatoires et seule une institution (4,2 %) prévoit une hausse des réserves obligatoires sur cet horizon.

- **À un horizon de six mois**, vingt institutions sur vingt-quatre (83,3 %), dont douze banques prévoient le maintien du coefficient des réserves obligatoires. Cette anticipation s'appuie sur :
 - l'amélioration de la liquidité bancaire (90 %) ;
 - la poursuite du bon dynamisme de l'activité économique (80,0 %) ;
 - la bonne maîtrise des besoins de financement de l'État (80,0 %) ; et
 - un niveau d'inflation jugé relativement faible (70 %).

Toutefois trois institutions (12,5%), qui sont toutes des banques, prévoient une baisse du coefficient des réserves obligatoires. Seule une institution financière (4,2 %) prévoit une hausse sur cet horizon de six mois.

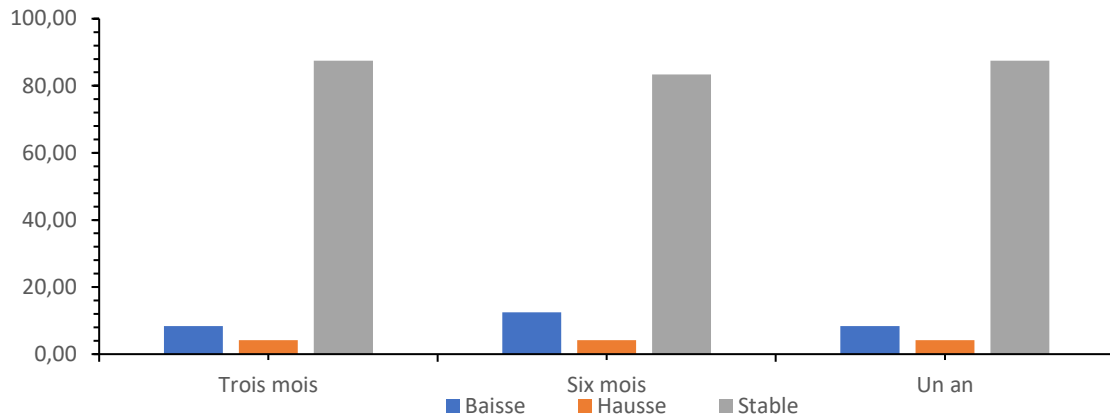
- **À un horizon d'un an**, les anticipations sont plus contrastées : dix institutions financières sur vingt-quatre (41,7 %), dont sept banques projettent une baisse du coefficient des réserves obligatoires, tandis que huit institutions (33,3 %), dont quatre banques, anticipent sa hausse.

Les institutions qui prévoient le maintien du coefficient considèrent que cette décision serait justifiée par :

- le dynamisme soutenu de l'activité économique (80,0%) ;
- la bonne maîtrise des besoins de financement de l'État (60,0%) ;
- l'amélioration de la liquidité bancaire (70,0%) ; et
- un niveau d'inflation jugé relativement faible (40%).

Par ailleurs, 25% des répondants, dont quatre banques, prévoient le maintien inchangé du coefficient des réserves obligatoires, qu'ils associent principalement à une augmentation des dépôts bancaires.

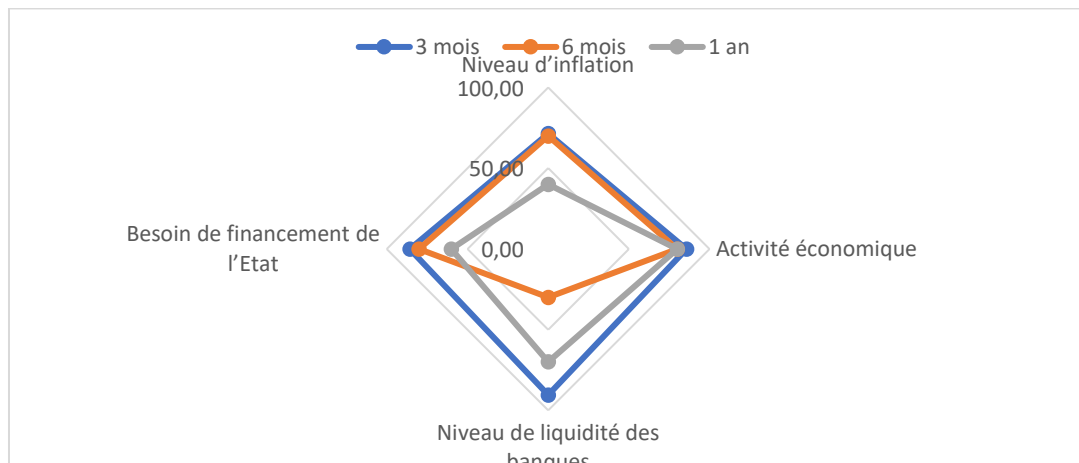
Graphique 8 : Anticipations du coefficient des réserves obligatoires (en % des institutions financières)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En résumé, les anticipations relatives au coefficient des réserves obligatoires reflètent une perception partagée entre maintien et ajustement, en fonction de l'évolution attendue de l'activité économique, de la liquidité bancaire et de la gestion des finances publiques. Cette diversité d'opinions souligne que les décisions futures de la Banque Centrale devront rester attentives à l'équilibre entre le soutien à l'économie et la stabilité des prix.

Graphique 9 : Déterminants des évolutions futures du coefficient (en % des institutions financières)



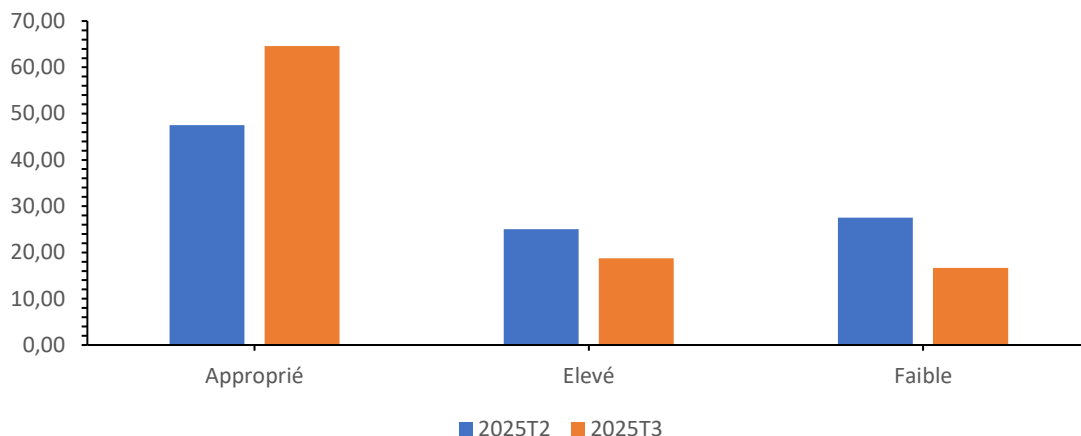
Source : Banque Centrale de la République de

1.2 Enquête auprès des entreprises

1.1.6. Perception de l'inflation passée

La proportion des entreprises jugeant le niveau d'inflation observé approprié, sur les douze derniers mois, a augmenté, passant de 47,5 % au deuxième trimestre à 64,6 % au troisième trimestre 2025. Parmi ces entreprises, 64,3 % d'entre elles citent la fiscalité, 60,5 % le coût du fret, 56,8 % les prix des produits non énergétiques importés et 41,0 % les prix mondiaux des produits énergétiques. Ces facteurs ont contribué au maintien à un niveau approprié du taux d'inflation durant les douze derniers mois.

Graphique 10 : Perception de l'inflation passée (en % des entreprises enquêtées)



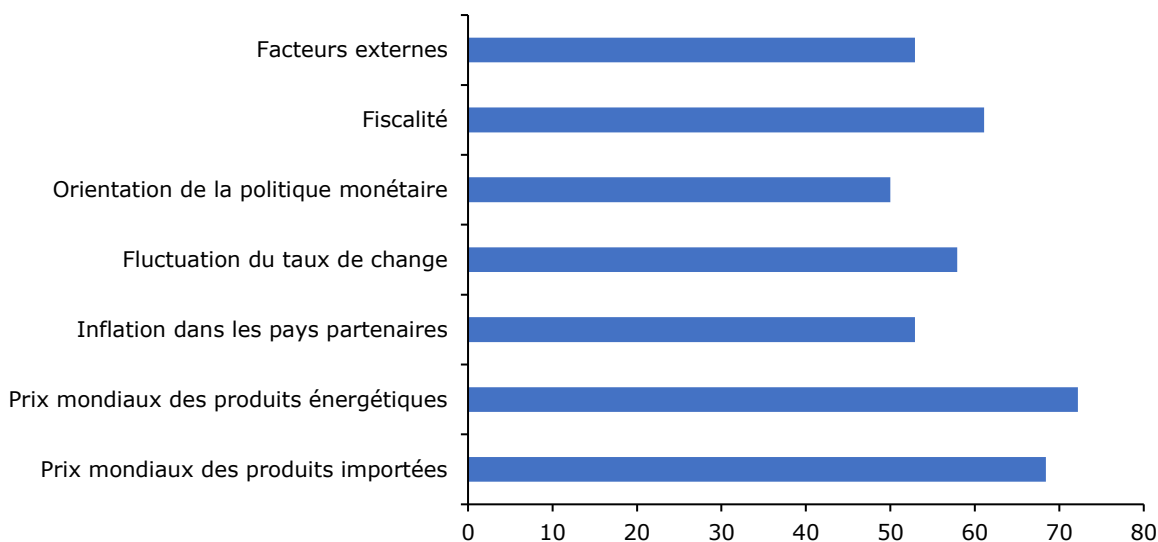
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.1.7. Anticipation de inflation

Les anticipations d'inflation des entreprises se révèlent hétérogènes, reflétant les effets de plusieurs facteurs économiques agissant à court, moyen et long terme.

- **À un horizon de trois mois**, la proportion des entreprises qui anticipent une stabilité des prix a augmenté pour atteindre 57,7 % contre 51,2 % au second trimestre 2025. Par ordre d'importance, elles citent comme facteurs explicatifs, la baisse attendue du cours des produits énergétiques et non énergétiques importés, la baisse de la fiscalité, la stabilité du taux de change et la baisse du coût de fret. Toutefois, plus d'un tiers des entreprises (34,6 %) considèrent que les prix vont augmenter au cours de cet horizon.

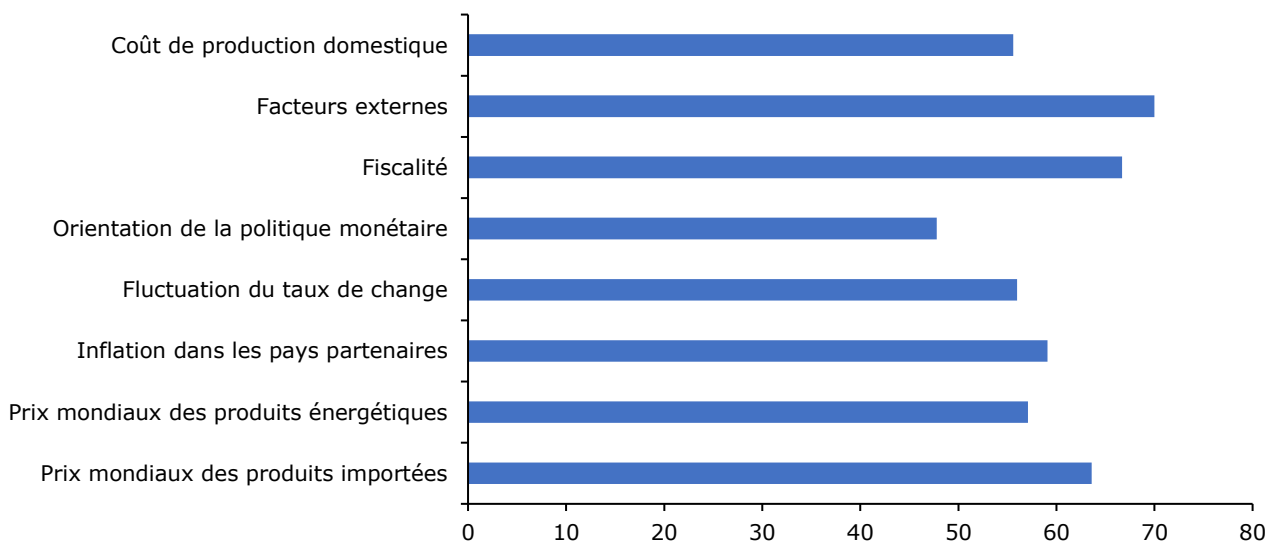
Graphique 11 : Principaux facteurs explicatifs cités par les entreprises



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- À un horizon de six mois**, comme au trimestre précédent, 63,5% des entreprises ayant répondu à l'enquête anticipent une stabilité de l'inflation, tandis que 32,7 % prévoient une hausse du taux d'inflation. Les anticipations de stabilité reposent principalement sur la baisse du coût du fret, l'orientation favorable de la fiscalité, les perspectives de baisse des prix des produits importés et la baisse de l'inflation dans les principaux pays partenaires commerciaux de la Guinée.

Graphique 12 :: Principaux facteurs explicatifs cités par les

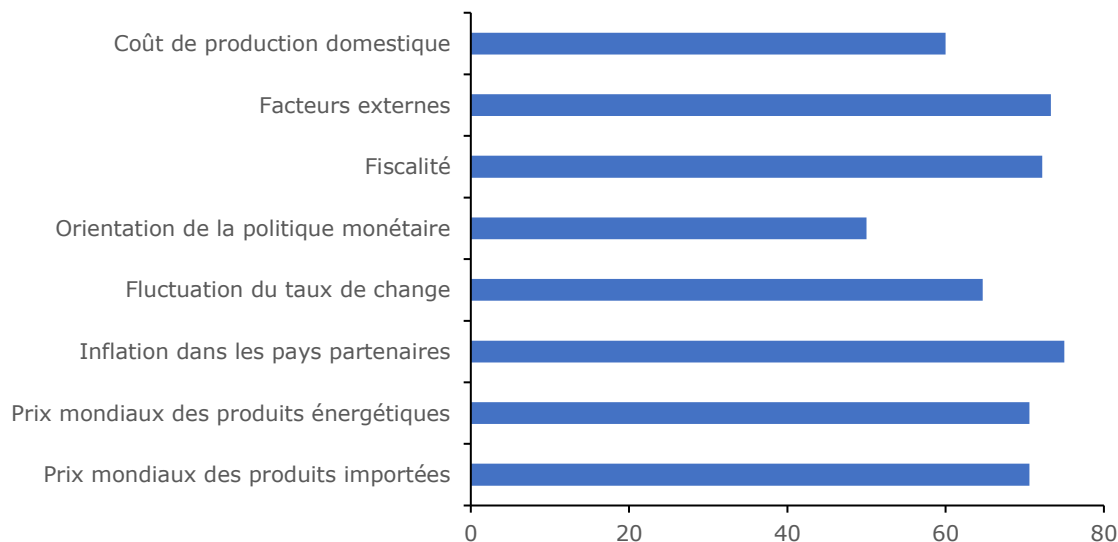


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- À un horizon d'un an**, les anticipations de stabilité des prix n'ont pas changé par rapport au second trimestre 2025. Elles sont 53,9 % à anticiper une stabilité du taux d'inflation contre 47,7 % au trimestre précédent. Elles considèrent que la décélération attendue de l'inflation des pays partenaires, la baisse du fret et de la fiscalité, ainsi

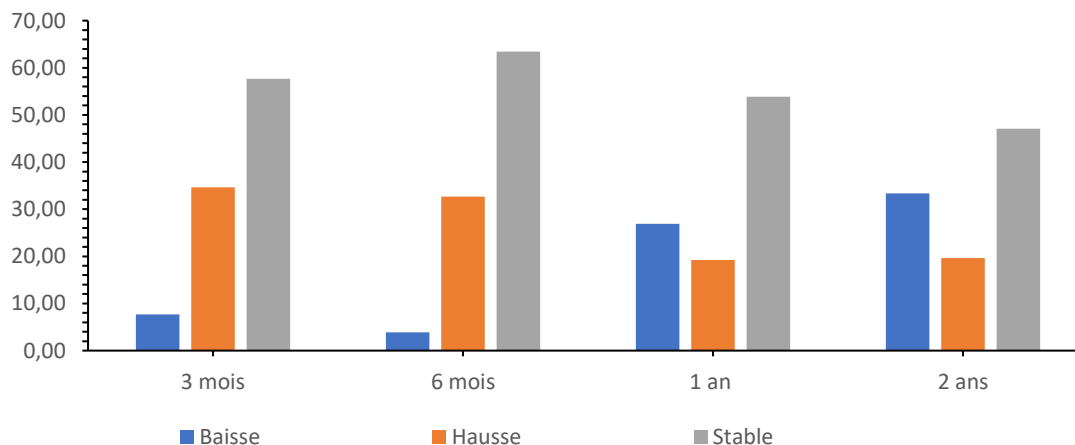
que la baisse attendue des cours mondiaux des produits importés et des produits énergétiques contribueront à la stabilité des prix. Cependant, seules 26,9 % des entreprises enquêtées pensent que les prix vont diminuer à court terme

Graphique 13 :: Principaux facteurs explicatifs cités par les entreprises



- **À un horizon de deux ans**, moins de la moitié des entreprises (47,1 %) anticipent une stabilité du taux d'inflation, tandis que 33,3 % d'entre elles envisagent une baisse du taux d'inflation.

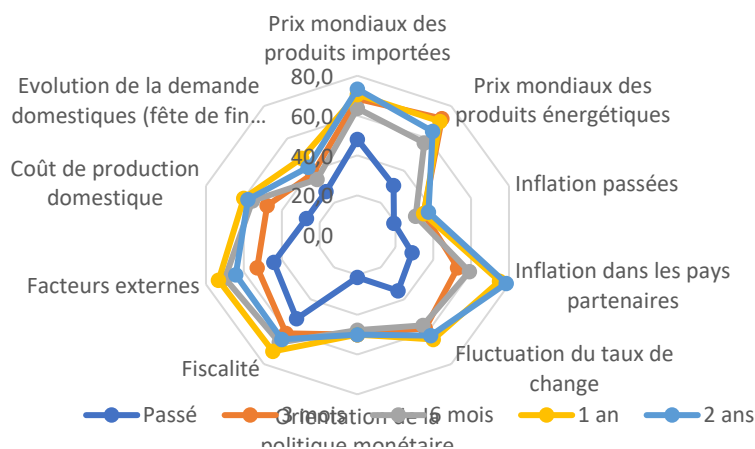
Graphique 14 : Anticipation de l'inflation (en % des entreprises enquêtées)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Globalement, les anticipations d'inflation des entreprises restent marquées par l'optimisme quant à la stabilité des prix à court et moyen termes. Elles considèrent que la décélération attendue de l'inflation au niveau international, la baisse du coût du fret et la stabilité du cours du franc guinéen, ainsi que la baisse attendue des cours mondiaux des produits importés et des produits énergétiques contribueront à la stabilité des prix.

Graphique 15 : Déterminants des anticipations de l'inflation (en % des entreprises enquêtées) faire le graphique en ligne pleine



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

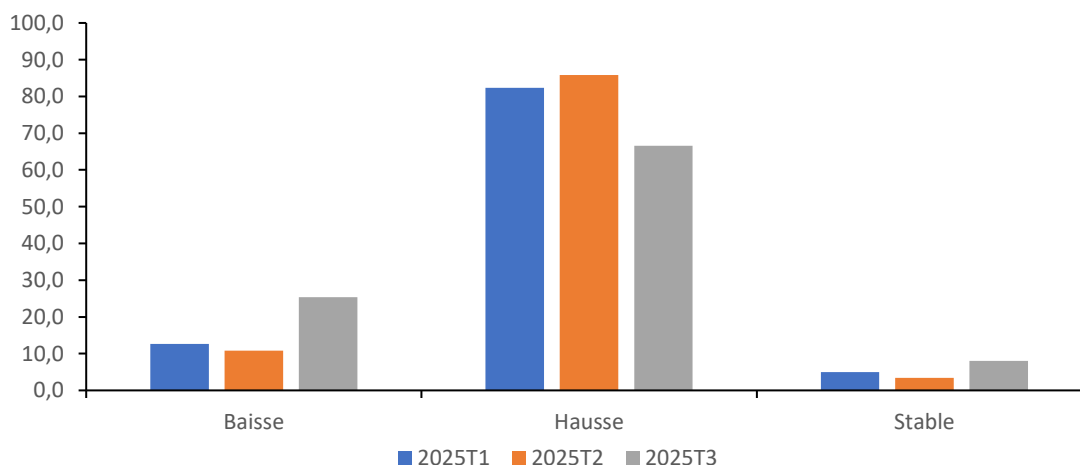
1.2. Enquête auprès des ménages

Cette partie présente les résultats de façon globale et selon les caractéristiques démographiques des ménages.

1.2.1. Analyse des perceptions de l'inflation passée des ménages²

La proportion de ménages percevant une augmentation de l'inflation au cours des douze derniers mois a diminué, passant de 85,8 % au deuxième trimestre 2025 à 66,6% au troisième trimestre. En revanche, la proportion des ménages anticipant une baisse du taux d'inflation a augmenté, en s'établissant à 25,4 % contre 10,8 % au trimestre précédent.

Graphique 16 : Perception de l'inflation des douze derniers mois (% d'adultes)

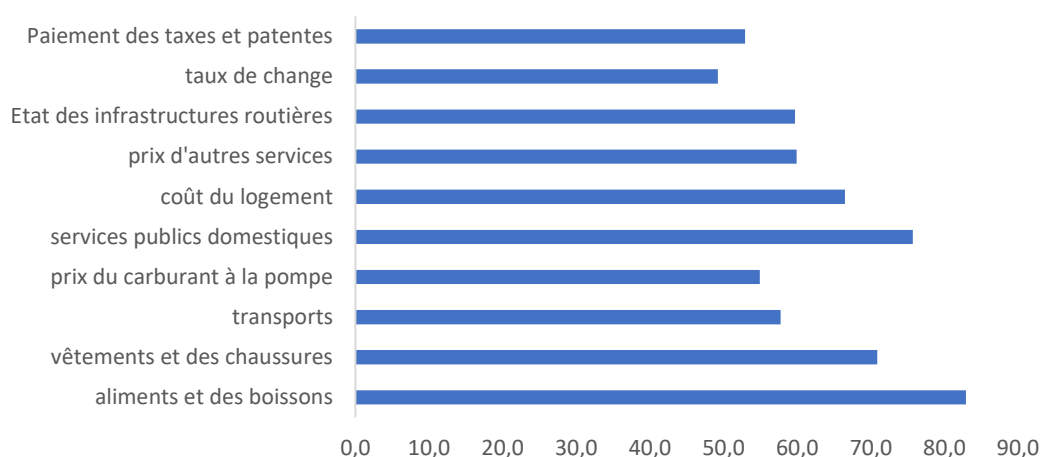


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les principaux facteurs expliquant cette perception d'une hausse de l'inflation par les ménages, par ordre d'importance, sont : le coût des logements (66,5 %), les prix des produits alimentaires et des boissons (82,9 %), les prix des vêtements et des chaussures (70,9 %), ainsi le service public domestique (75,7 %).

² Voir tableau en annexe

Graphique 17 : Niveau d'importance des déterminants de l'inflation passée (% d'adultes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.2. Anticipation de l'inflation

Dans l'ensemble, les ménages anticipent une hausse du taux d'inflation, quel que soit l'horizon considéré.

- **À l'horizon de trois mois**, la proportion de ménages anticipant une hausse des prix a reculé, passant de 59,0 % au deuxième trimestre 2025 à 44,6 % au troisième trimestre 2025. Comme facteurs explicatifs de la hausse attendue de l'inflation, les ménages citent : les prix des produits alimentaires et des boissons (46,8 %), les prix des services domestiques (49,2 %) et les prix mondiaux des produits des bases non pétroliers (45,6 %). Toutefois, plus d'un tiers des ménages (36,9 %) s'attendent à une stabilité des prix et fondent leur anticipation sur le maintien des prix du carburant et des transports et sur la maîtrise du coût des logements.

L'analyse des anticipations de l'inflation par catégorie socioprofessionnelle donne les résultats suivants :

- **Cadres de l'administration publique ou privée :**

Dans cette catégorie, 66,6 % des personnes interrogées anticipent une stabilité de l'inflation, tandis que 31,0 % estiment que le niveau général des prix va augmenter. Les ménages attribuent cette stabilité anticipée de l'inflation principalement à la maîtrise des factures d'eau et d'électricité (49,3 %), à la décélération des prix des produits alimentaires et des boissons (35,3 %) et des prix mondiaux des produits des bases non pétroliers (27,7%).

- **Travailleurs du secteur des transports :**

Dans le secteur du transport, plus d'un tiers des ménages (39,5 %) prévoient une augmentation des prix. Par ordre d'importance, ils citent l'augmentation des coûts de logement, des factures d'eau et d'électricité, les frais de transport et les dépenses en carburant. En revanche, 34,9 % des ménages anticipent une stabilité des prix, grâce au maintien des prix du pétrole à la pompe, à la maîtrise des factures d'eau et d'électricité et des prix des transports.

- **Commerçants :**

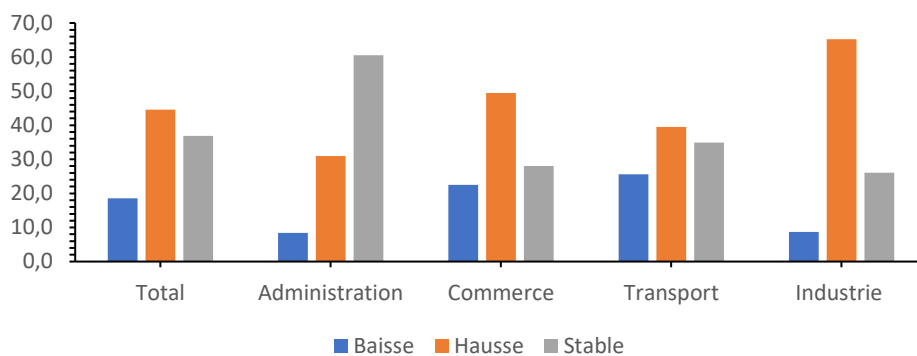
Dans le secteur du commerce, presque la moitié (49,4 %) des ménages de cette catégorie considère que les prix vont augmenter contre 51,5 % au trimestre précédent, en baisse

2,1 points de pourcentage. Ils considèrent que les facteurs qui pourraient contribuer à cette évolution sont : les prix des services domestiques (56,3 %), des produits alimentaires et des boissons (54,6 %), les prix des vêtements et des chaussures (46,07 %) et les prix mondiaux des produits non pétroliers (52,7 %).

- **Industries et construction**

Dans cette catégorie, 65,2 % des agents ayant répondu à l'enquête anticipent une hausse des prix, tandis que 26,1 % estiment que le niveau général des prix restera stable. Les ménages de cette catégorie attribuent cette hausse anticipée de l'inflation principalement à l'augmentation des factures d'eau et d'électricité (69,6 %), à la progression des prix des produits alimentaires et des boissons (60,9 %) et les prix mondiaux des produits des bases non pétroliers (66,7 %), ainsi qu'à la hausse des prix des vêtements et des chaussures (54,2 %).

Graphique 18 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- **À l'horizon d'un an**, la proportion de ménages anticipant une hausse du taux d'inflation a reculé, passant de 70,4 % au deuxième trimestre 2025 à 64,0 % au troisième trimestre 2025. Ils anticipent principalement des augmentations sur les coûts de logement (62,4 %), les factures d'eau et d'électricité (59,95 %), des prix des produits alimentaires et des boissons (63,7 %) et des prix des vêtements et chaussures (55,3 %). En revanche, 30 % des ménages projettent une baisse des prix sur cet horizon.

L'analyse des anticipations de l'inflation par catégorie socioprofessionnelle donne les résultats suivants :

- **Transporteurs :**

Dans le secteur du transport, plus de la moitié (53,0 %) des ménages anticipent une stabilité du taux d'inflation. Cette anticipation est principalement motivée par la baisse attendue du coût du logement (65,9 %), des prix des produits alimentaires et des boissons (56,8 %), des services d'eau et d'électricité (55,8 %). Parallèlement, un tiers des ménages (30,0 %) prévoient une hausse des prix.

- **Cadres de l'administration publique ou privée :**

Les agents de cette catégorie se montrent plus pessimistes par rapport aux perspectives des prix. En effet, 84% d'entre eux anticipent une hausse des prix, un niveau en hausse par rapport à celui enregistré au trimestre précédent (66,7 %). Les principaux facteurs identifiés pour expliquer cette hausse anticipée sont : les prix des produits alimentaires et des boissons pour 79,3 % des cadres enquêtés, le coût des services d'eau et d'électricité

pour 77,1 %, le coût du logement pour 68,5 %, ainsi que les prix des vêtements et des chaussures pour 68,9 % d'entre eux.

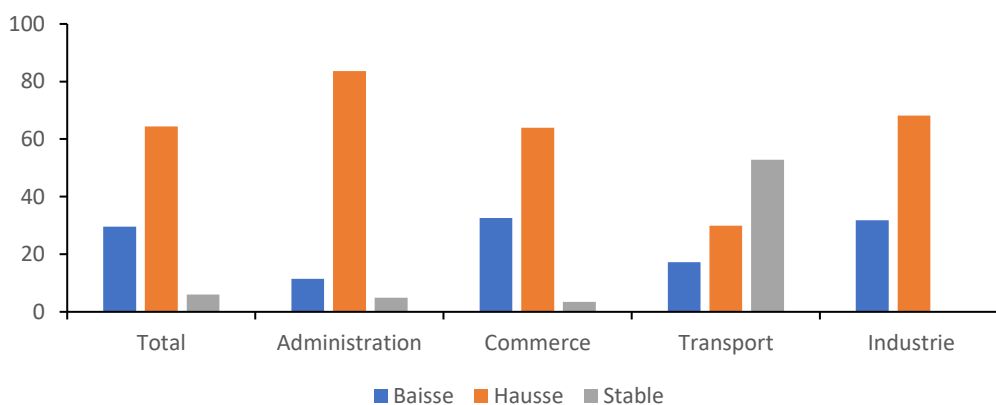
- **Commerçants :**

Dans cette catégorie, 64,0 % des agents anticipent une hausse des prix. Parmi eux, 28 % estiment que cette hausse sera faible. Par ordre d'importance, les principaux facteurs identifiés sont les prix des produits alimentaires et des boissons (64,0 %), le coût des services d'eau et d'électricité (60,7 %), le coût du logement (60,8%) et les prix des vêtements et des chaussures (55,8%). À l'inverse, 33 % des agents de cette catégorie anticipent une baisse des prix.

- **Industries :**

La majorité des agents de cette catégorie, soit 68 %, anticipent une hausse des prix sur un horizon d'un an. Par ordre d'importance, les principaux facteurs identifiés sont le coût de logement (70%), les prix des produits alimentaires et des boissons (68,2 %), le coût des services d'eau et d'électricité (66,7 %) et des vêtements et chaussures (63,6%). À l'inverse, 32 % d'entre eux anticipent une baisse des prix.

Graphique 19 : Anticipation de l'inflation (en % des ménages enquêtés)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- **À l'horizon de deux ans**, 65,2% des ménages anticipent une hausse de l'inflation, dont 24,4 % d'entre eux estiment que cette hausse sera modérée. Les principales raisons avancées sont l'augmentation attendue des factures d'eau et d'électricité (59,8%), le coût du logement (64,8%), les prix des produits alimentaires et des boissons (64,3 %), prix mondiaux des produits des bases non pétroliers (60,3%), ainsi que les prix des vêtements et des chaussures (61,7 %). En revanche, 34,0 % des ménages prévoient une baisse des prix.

L'analyse des anticipations de l'inflation par catégorie socioprofessionnelle fait ressortir les résultats suivants :

- **Transporteurs :**

Plus de la moitié des agents interrogés dans cette catégorie (51,1 %) anticipent une stabilité du taux d'inflation. Les principaux facteurs avancés pour expliquer cette perspective sont : par ordre d'importance, la baisse des prix des produits alimentaires et des boissons, le recul des prix des vêtements, la stabilité attendue des prix, prix des transports, coût du logement, des produits pétroliers à la pompe et les frais de transport. Par contre, environ 30 % des répondants prévoient une hausse des prix sur cet horizon.

- **Cadres de l'administration publique ou privée :**

Ils sont 64,0 % dans cette catégorie à anticiper une augmentation des prix, tandis que 25,3 % prévoient une stabilité. Les principaux facteurs avancés pour justifier cette hausse attendue des prix sont : le coût du logement, les factures d'eau et d'électricité, les prix des produits alimentaires et des boissons et les prix mondiaux des produits des bases non pétrolières.

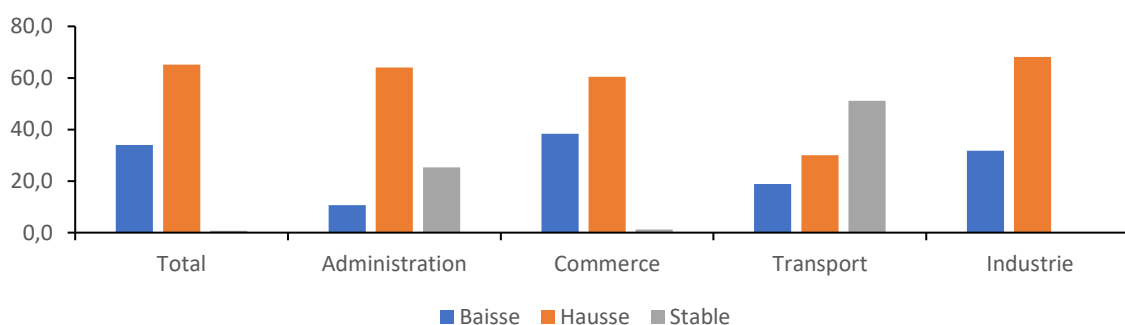
- **Commerçants :**

Dans cette catégorie, 60,5 % des agents interrogés considèrent que les prix vont augmenter. Ils attribuent cette hausse attendue des prix, principalement à l'augmentation des coûts des services d'eau et d'électricité (59,8 %), du logement (62,0 %), des vêtements et chaussures (60,7 %), ainsi qu'aux prix des produits alimentaires et des boissons (65,9 %).

- **Industries :**

Dans cette catégorie, 68,2 % des agents enquêtés anticipent une hausse, tandis que 31,8 % prévoient une baisse des prix sur un horizon deux ans. Par ordre d'importance, les principaux facteurs explicatifs identifiés sont : le logement (72,7 %), le coût des services d'eau et d'électricité (68,2 %), les prix mondiaux des produits des bases non pétroliers (68,2 %), les prix des produits alimentaires et des boissons (63,6 %) et les prix des vêtements et chaussures (61,9 %).

Graphique 20 : Anticipation de l'inflation (% d'adultes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.2.3. Indicateurs d'anticipation de l'inflation

L'indicateur d'anticipation de l'inflation a enregistré une baisse significative par rapport à l'enquête précédente, se situant à -17,9, -11,0 et -15,6 aux horizons de trois mois, un an et deux ans, respectivement, contre -1,7, -5,7 et -9,1 sur les mêmes horizons lors de l'enquête précédente. Cette évolution indique le repli des anticipations, traduisant une perception généralisée d'une diminution des pressions inflationnistes futures.

Tableau 2 : Indicateurs d'anticipations des ménages

Indice	Trois mois	Un an	Deux ans
2024T4	18.7	24.0	18.0
2025T1	-10.4	4.0	5.4
2025T2	-1.7	-5.7	-9.1
2025T3	-17.9	-11.0	-15.6

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

1.3. Anticipation des conditions monétaires et évolution du taux directeur et du coefficient des réserves obligatoires

▪ Taux directeur

Les résultats de l'enquête indiquent que les institutions financières anticipent le maintien du taux directeur au cours des deux prochains trimestres. Toutefois, à un horizon plus lointain, une part significative d'entre elles s'attend à une orientation accommodante de la politique monétaire.

A l'horizon de trois, onze institutions financières sur vingt-trois anticipent le maintien du taux directeur à 9,75 %. Une seule institution envisage une réduction du taux à 9,0 %, tandis que deux institutions prévoient un durcissement de la politique monétaire, avec un relèvement du taux directeur à 10,25 %.

A l'horizon de six mois, dix institutions projettent le maintien du taux directeur à 9,75 %, alors que six institutions anticipent une baisse du taux. Par ailleurs, trois institutions s'attendent à un relèvement du taux directeur.

À un an, sept institutions anticipent une baisse du taux directeur, tandis que cinq institutions anticipent son maintien à 9,75%. Certaines institutions estiment que cette baisse pourrait atteindre 1,75 point de pourcentage. À l'inverse, d'autres anticipent un resserrement de la politique monétaire, avec un relèvement du taux directeur à 11,0 %.

Tableau 3 : Anticipation du taux directeur

	Trois mois	Six mois	1 an
Mode	9,75	9,75	9,75
Médiane	9,75	9,75	9,75
Min	9	9	8
Max	10,25	10,5	11

Source : BCRG

▪ Coefficient des réserves obligatoires

A l'horizon de trois mois, la majorité des institutions financières anticipent le maintien du coefficient des réserves obligatoires. En effet, quinze institutions sur dix-neuf prévoient sa stabilité au niveau de 11,75 %. Seules deux institutions anticipent une réduction du coefficient des réserves obligatoires, tandis qu'une seule envisage son relèvement à 12,0 %.

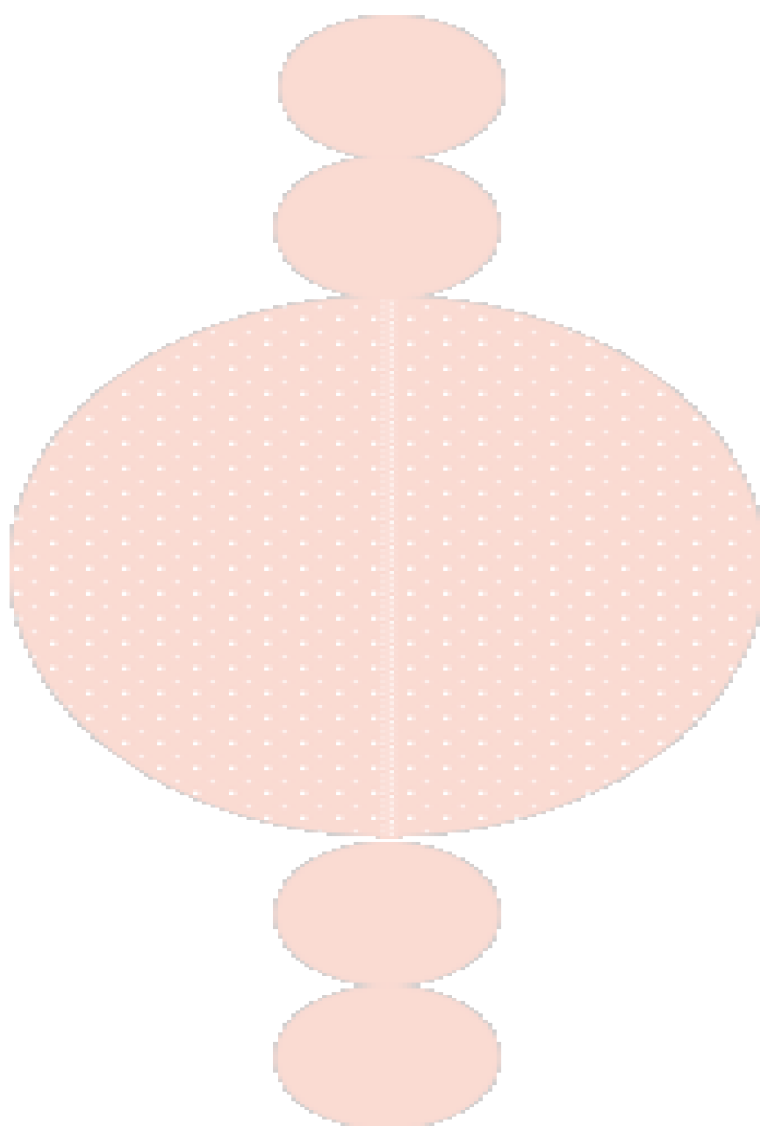
A l'horizon de six mois, onze institutions projettent le maintien du coefficient des réserves obligatoires à 11,75 %, tandis que cinq institutions anticipent une baisse. Parmi ces dernières, les anticipations les plus accommodantes tablent sur une réduction du coefficient à 10,0 %, alors que les anticipations les plus restrictives envisagent un relèvement pouvant atteindre 15,0 %.

A l'horizon d'un an, sept institutions anticipent un relèvement du coefficient des réserves obligatoires, les scénarios les plus pessimistes situant ce coefficient à 13,0 %. En revanche, cinq institutions prévoient le maintien du coefficient à 11,75 %, tandis que cinq autres s'attendent à une baisse.

Tableau 4 : Anticipation du coefficient des réserves obligatoires

	3 mois	6 mois	1 an
Mode	11,75	11,75	11,75
Médiane	11,75	11,75	11,75
Min	10,00	10,00	9,00
Max	12,00	15,00	13,00

Source : BCRG



2. MÉTHODODES DE L'ENQUÊTE

2.1 Méthodes de mesure des anticipations d'inflation

Les anticipations d'inflation sont un indicateur qui ne peut être mesuré directement par les statistiques officielles. Elles sont estimées par différentes mesures, dont les plus populaires sont les enquêtes. La BCRG estime les anticipations d'inflation en traitant les données qu'elle reçoit des entreprises, des institutions financières et des ménages dans le cadre d'enquêtes sur les facteurs et les anticipations de l'inflation.

2.1.1 Mesure basée sur des enquêtes

L'anticipation de l'inflation future est généralement obtenue en sondant les opinions des agents économiques tels que les ménages, les responsables des entreprises et des institutions financières. L'enquête est réalisée au moyen de questionnaires comprenant des questions relatives à l'évolution attendue des prix à court et moyen terme. L'enquête recueille les attentes qualitatives et/ou quantitatives en matière de prix pour l'ensemble de l'économie.

Un groupe hétérogène de ménages ayant des paniers de consommation différents est sélectionné pour être interrogé dans le cadre de l'enquête sur les ménages. Les tailles d'échantillon pour les ménages appartenant à différents groupes économiques sont proportionnellement attribuées en fonction de leur taille relative.

En outre, les entreprises sont interrogées sur leurs perceptions de l'inflation passée et leurs anticipations de l'inflation dans le cadre de l'enquête auprès des entreprises.

Par ailleurs, un panel d'experts dans un domaine donné est interrogé dans le cadre de l'enquête auprès des experts professionnels. Le panel d'experts est constitué d'experts issus du monde universitaire, du secteur financier, des entreprises et des institutions fréquemment impliqués dans la prévision de l'inflation. Ces agents économiques suivent fréquemment et attentivement l'évolution de l'inflation.

2.1.2 Indice d'évaluation des perceptions et des anticipations d'inflation

Afin d'évaluer de manière plus fiable les perceptions et les anticipations d'inflation, les Banques Centrales calculent un indice selon l'intensité de la perception ou de l'anticipation de l'inflation. En effet, à la question de savoir, comment les prix à la consommation ont évolué au cours des douze derniers mois et comment ils s'attendent à ce qu'ils évoluent à court et à moyen terme. A ce titre, des réponses sont proposées aux agents enquêtés, il s'agit par exemple :

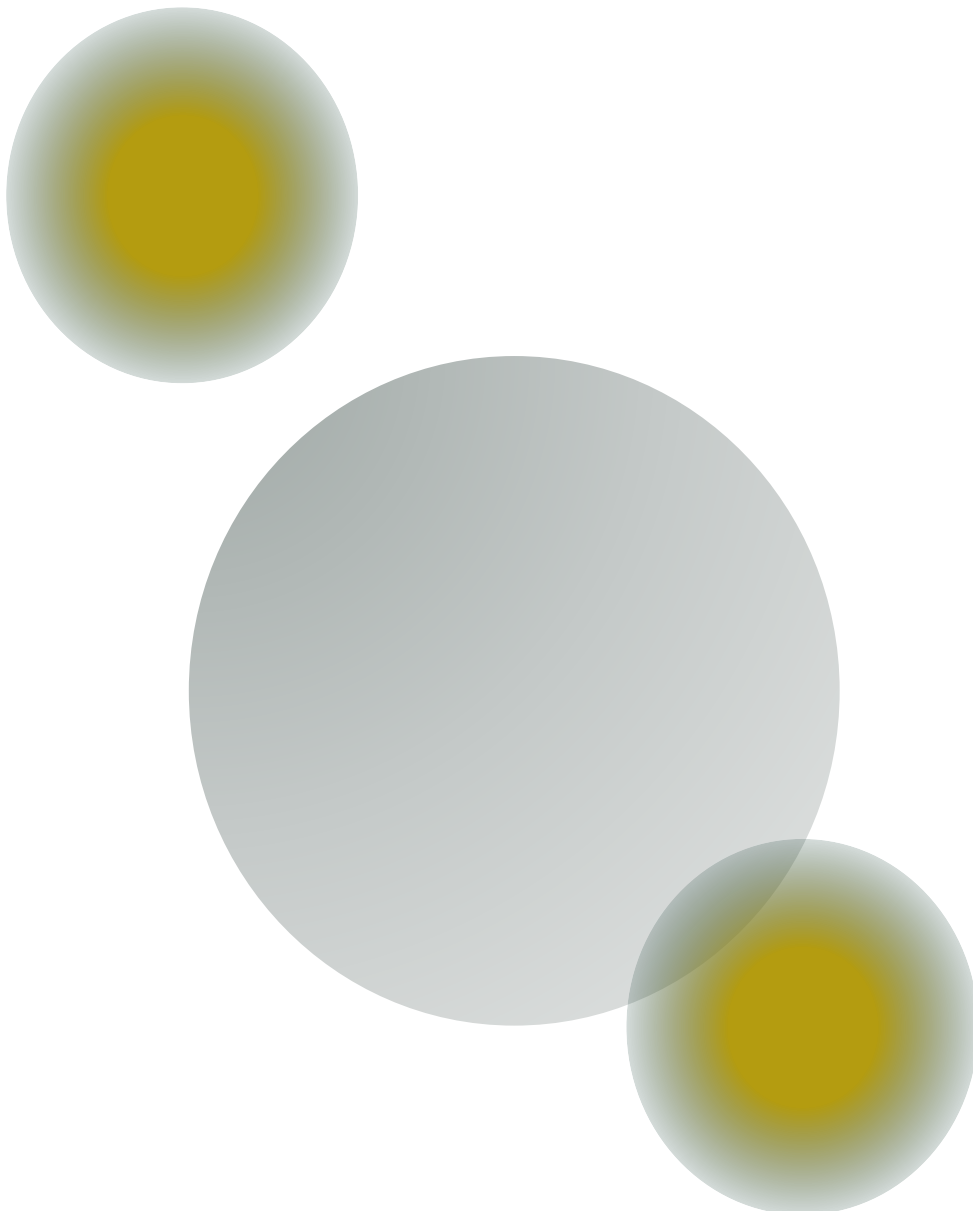
- i. Hausse considérable (HH)
- ii. Hausse modérée (H)
- iii. Hausse légère (O)
- iv. Inchangé (B)
- v. Baisse (BB) ;
- vi. Ne sait pas (N).

Pour obtenir des mesures agrégées (les indicateurs de l'inflation perçue et anticipée), les réponses des ménages sont quantifiées comme suit :

$$I = (HH + 0,5H) - (0,5B + BB)$$

Une différence est faite en termes d'intensité des réponses. En effet, les réponses extrêmes et modérées se voient attribuer des valeurs numériques de 1 et 0,5 respectivement. L'indicateur, I , peut passer de 100 (si tout le monde s'attend à ce que les prix augmentent considérablement) à -100 (si tout le monde s'attend à ce que les prix diminuent). Parallèlement, l'indice de perception d'inflation (sur les douze derniers mois) représente la différence entre la part pondérée des répondants qui estiment que les prix ont augmenté plus que légèrement (hausse considérable et légère) et ceux qui estiment que les prix n'ont pas augmenté (qui sont restés inchangés ou ont diminué). Il en va de même pour l'indice de l'inflation attendue, qui représente la différence entre la part pondérée des agents interrogés qui s'attendent à ce que les prix futurs soient plus qu'un peu plus élevés et celles qui s'attendent à ce que les prix restent inchangés ou baissent. Sur la base de cet indice et en le comparant à l'inflation perçue, il est possible d'évaluer si le nombre d'agents s'attendant à une inflation plus élevée est en hausse.

Cet indice est principalement calculé dans le cadre de l'analyse des anticipations d'inflation des ménages.



2.2. Méthodologie de l'enquête auprès des institutions financières

Pour évaluer les facteurs et les anticipations de l'inflation, trois questionnaires sont élaborés. Il s'agit du :

- i) questionnaire administré auprès des ménages ;
- ii) questionnaire administré auprès des entreprises ;
- iii) questionnaire administré auprès des Institutions Financières.

Les sections qui suivent décrivent la conception de chacun des questionnaires, le cadre d'échantillonnage et la taille de l'échantillon.

1.2.1 Conception du questionnaire

Le questionnaire administré aux institutions financières (banques, compagnies d'assurance, et institutions financières inclusives) comporte cinq parties, en plus de la partie relative à l'identification de l'institution financière.

- i) La première partie porte sur l'évolution et les déterminants de l'inflation sur les douze derniers mois ;
- ii) La deuxième partie met l'accent sur les anticipations et les facteurs de l'inflation aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;
- iii) La troisième partie examine les anticipations et les facteurs du taux de change aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;
- iv) La quatrième partie donne les anticipations et les facteurs du taux directeur aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;
- v) La cinquième partie porte sur les anticipations et les facteurs du coefficient des réserves obligatoires aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;

1.2.2 Echantillonnage

Pour cette enquête, l'échantillon comporte toutes les banques, institutions de microfinances et compagnies d'assurance en activité sur tout le territoire national.

Tableau 5 : Répartition des individus à enquêter

N°	Secteur d'activité	Nombre
1	Banques	20
2	Compagnie d'Assurance	13
3	Institutions de microfinances	16
	Total	49

Source : Calculs des auteurs

1.3 Méthodologie de l'enquête auprès des entreprises

1.3.1 Conception du questionnaire

L'enquête sur les facteurs et les anticipations d'inflation auprès des entreprises a été réalisée sur la base d'un questionnaire standard divisé en trois parties.

- vi) La première partie retrace l'évolution et les déterminants de l'inflation sur les douze derniers mois ;
- vii) La deuxième partie porte sur les anticipations et les facteurs de l'inflation aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;
- viii) La troisième partie porte sur les anticipations et les facteurs du taux de change aux horizons futurs de 6 mois, un an et deux ans ;

1.3.2 Echantillonnage

L'échantillon des entreprises pour cette enquête est le même que celui utilisé par la Banque Centrale dans le cadre de son enquête trimestrielle sur le chiffre d'affaires afin de produire l'indice du chiffre d'affaires. Cet échantillon est représentatif, non seulement de l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, mais aussi des différents produits/services offerts dans ces secteurs.

Toutefois, cet échantillon a été ajusté de sorte à éliminer les entreprises qui ne répondent jamais à nos enquêtes de conjoncture et sur l'indice du chiffre d'affaires. En plus, certaines entreprises ont parfois les mêmes dirigeants, donc les mêmes répondants.

Ainsi, le nombre d'entreprises sélectionnées par secteur d'activité est consigné dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Répartition des individus à enquêter

N°	Secteur d'activité	Nombre d'entreprises
1	Commerce	30
2	Construction	9
3	Industrie	25
4	Services	35
Total		106

Source : Calcul des auteurs

1.4 Enquête auprès des ménages

1.4.1 Conception du questionnaire

L'enquête sur les facteurs et les anticipations d'inflation auprès des ménages a été réalisée sur la base d'un questionnaire standard subdivisé en trois parties.

- i) La première partie recueille les informations personnelles des répondants. Ces informations font référence à la commune, au sexe, à la tranche d'âge, à la situation socioprofessionnelle et le niveau d'instruction.
- ii) La deuxième partie (Questions 1 et 2) collecte les informations sur la perception qualitative des ménages sur l'évolution de l'inflation sur les douze derniers mois. Selon leur réponse, ils sont invités à identifier, dans une liste indiquée, les facteurs responsables de l'évolution de l'inflation sur les douze derniers mois.

iii) La troisième partie (Question 3) recueille la perception qualitative de l'anticipation de l'inflation et les facteurs sous-jacents. Il s'agit de collecter les perceptions sur l'évolution attendue de l'inflation dans les trois mois, un an et deux ans à venir. De même, les facteurs responsables de ces évolutions attendues sont demandés.

1.4.2 Cadre d'échantillonnage et taille de l'échantillon

L'enquête sur les anticipations d'inflation a été menée auprès de personnes interrogées dans la ville de Conakry. Le choix de Conakry se justifie par le fait que l'inflation utilisée dans l'analyse de la politique monétaire est l'inflation calculée pour la région de Conakry.

La population cible de l'étude est composée des personnes âgées de 15 ans et plus résidant à Conakry. Le choix des individus à enquêter repose sur la méthode de sondage par quota. Les critères de quotas sont la commune de résidence, le sexe et la tranche d'âge. L'échantillon est ainsi sélectionné de telle sorte qu'il soit représentatif par commune.

Les différentes proportions ont été déterminées à partir de l'Enquête sur l'emploi jeune réalisée en 2019 par l'Institut National de la Statistique sur toute l'étendue du territoire guinéen.

La taille des échantillons est déterminée sur la base de la taille minimale requise pour estimer le niveau général attendu des prix. Le coefficient de variation estimé pour le niveau général des prix est de 57 % sur la base de l'enquête pilote. Un niveau de confiance de 95 % et une erreur comprise entre ± 5 % de la moyenne réelle sont utilisés pour calculer la taille minimale de l'échantillon. La formule utilisée pour calculer la taille de l'échantillon est la suivante :

$$n = \frac{z^2 * CV^2}{E^2}$$

Avec n , la taille de l'échantillon à déterminer, z , le score correspondant au niveau de confiance. Généralement, le niveau de confiance étant de 95 %, z est donc égal à 1,96. CV est le coefficient de variation déterminé à partir d'une enquête pilote. Aucune enquête pilote n'ayant été conduite, une taille raisonnable, n , de 500 individus âgés d'au moins 15 ans à enquêter est choisie, compte tenu des contraintes temporelles et budgétaires. E est la marge d'erreur égale ici à 5 %.

Ainsi, le tableau suivant résume la répartition des individus enquêtés selon la commune et les critères susmentionnés.

Tableau 7 : Répartition des individus à enquêter

Commune	Sexe	Tranche d'âge				Total
		15-29	30-49	50-64	65 et +	
Kaloum	Masculin	5	4	1	0	11
	Féminin	5	5	1	1	12
Dixinn	Masculin	9	6	1	1	17
	Féminin	12	7	3	1	23
Matam	Masculin	4	4	1	1	10
	Féminin	9	4	2	0	16
Matoto	Masculin	36	45	12	4	97
	Féminin	56	40	13	3	112
Ratoma	Masculin	42	36	11	7	96
	Féminin	55	37	9	4	105
Total		234	188	56	23	500

Source : Calcul des auteurs



Annexe

Anticipation de l'inflation			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	16,77	24,55	26,35
Hausse considérable	5,19	5,19	6,59
Hausse faible	14,37	26,55	19,56
Hausse modérée	20,76	21,76	24,35
Inchangée	33,33	4,99	0,60
Je ne sais pas	9,58	16,97	22,55
1.Prix des aliments et des boissons			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	8,70	31,82	36,36
Hausse considérable	0,00	4,55	4,55
Hausse faible	26,09	36,36	27,27
Hausse modérée	34,78	27,27	31,82
Inchangée	30,43	0,00	0,00
Ne sait pas	0	0	0
2.Prix des vêtements et des chaussures			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	8,33	31,82	38,10
Hausse considérable	0,00	9,09	4,76
Hausse faible	25,00	36,36	28,57
Hausse modérée	29,17	18,18	28,57
inchangée	37,50	4,55	0,00
Ne sait pas	0	0,000	0
3.Prix des transports			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	8,33	33,33	33,33
Hausse considérable	0,00	4,76	4,76
Hausse faible	20,83	28,57	42,86
Hausse modérée	33,33	28,57	19,05
Inchangée	37,50	4,76	0,00
Ne sait pas	0	00	0
4.Prix du carburant à la pompe			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	8,70	33,33	35,00
Hausse considérable	0,00	4,76	5,00
Hausse faible	21,74	28,57	40,00
Hausse modérée	26,09	19,05	20,00
Inchangée	43,48	14,29	0,00
Ne sait pas	0	00	0
5.Prix des services domestiques			
	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	8,70	33,33	31,82
Hausse considérable	0,00	4,76	4,55
Hausse faible	52,17	42,86	50,00
Hausse modérée	17,39	19,05	13,64
Inchangée	21,74	0,00	0,00
Ne sait pas	0	0	0

6.Coût du logement	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	10,00	30,00	27,27
Hausse considérable	0,00	5,00	9,09
Hausse faible	25,00	35,00	27,27
Hausse modérée	30,00	30,00	36,36
Inchangée	35,00	0,00	0,00
Ne sait pas	0	00	0
7.Prix d'autres services	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	9,09	35,00	31,82
Hausse considérable	0,00	5,00	4,55
Hausse faible	22,73	40,00	40,91
Hausse modérée	31,82	15,00	22,73
Inchangée	36,36	5,00	0,00
Ne sait pas	0	00	
8.Prix mondiaux des produits de base non pétroliers	3 mois	1 an	2 ans
Baisse	11,11	35,00	31,82
Hausse considérable	0,00	5,00	4,55
Hausse faible	33,33	35,00	45,45
Hausse modérée	33,33	20,00	18,18
Inchangée	22,22	5,00	0,00
Ne sait pas	0	00	0



BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

ENQUETE TRIMESTRIELLE SUR LES CREDITS BANCAIRES

SECOND TRIMESTRE 2025

PUBLICATION

Direction Générale des Etudes et des Statistiques

Direction des Etudes et de la Recherche

Equipe de rédaction :

- Mme Mariama Ciré SYLLA, Directrice Générale
- Dr Abdou Diouf SOUMAH, Directeur
- M. Bruno Fagbon BILIVOGUI, Directeur Adjoint
- Dr Ibrahima 5 DIALLO, Chef Service,
- M. Oumar Diouldé DIALLO, Chef Service
- M. Alhassane Mariame DIALLO, Cadre au Service de la Recherche³
- M. Jules SANDOUNO, Cadre au Service de la Recherche

³ Responsable de l'enquête. Pour toute information, veuillez contacter au alhassanem.diallo@bcrq-guinee.org; oumardd@gmail.com. Ce rapport est disponible sur : <http://www.bcrq-guinee.org>